



Synthèse

Services financiers :

actions prioritaires pour un avenir
« nature positive »

Septembre 2023

Introduction

La nature renforce nos sociétés et nos économies, et on estime que plus de la moitié du PIB mondial est « modérément ou fortement dépendant de la nature »¹. Cependant, l'humanité et tous les secteurs dépendent fondamentalement de la nature, de l'air pur, de l'eau propre, et de la nourriture nutritive et saine qu'elle fournit. Les institutions financières qui sous-estiment la valeur de la nature et choisissent de continuer à financer des activités qui nuisent à la nature plutôt que de la protéger risquent donc de s'exposer à des risques importants et de rater des opportunités. Elles risquent également d'être tenues pour responsables du financement d'activités qui nuisent à l'avenir de la planète et de la population.

L'investissement et le prêt dans des pratiques commerciales qui ont un impact négatif sur la nature et, à leur tour, nuisent à la santé et à la productivité du capital humain, menacent de plus en plus la croissance et la réputation du secteur des services financiers. Les institutions financières qui opèrent à long terme, telles que les fonds de pension, ont une responsabilité particulière dans le financement d'un monde où les personnes et la nature peuvent prospérer.

Il est donc crucial d'intégrer la nature dans les décisions de financement, de réduire les flux financiers qui ont un impact négatif sur la nature et d'augmenter ceux qui ont un impact positif sur la nature pour assurer un avenir durable. Ces décisions sont d'autant

plus essentielles pour atteindre les objectifs du secteur financier en matière de climat et de développement durable, surtout compte tenu de l'interconnexion entre la nature et le climat clairement exposée dans le [sixième rapport d'évaluation du GIEC](#).

Pour compléter les initiatives de durabilité en cours, toutes les institutions financières doivent **évaluer, s'engager, transformer et publier** ([actions de haut niveau des entreprises sur la nature](#)). Elles devraient reconnaître la valeur de la nature ; évaluer et mesurer leurs impacts et leurs dépendances liées à la nature dans leurs activités financières ; fixer des objectifs transparents, limités dans le temps et fondés sur des données scientifiques ; prendre des mesures pour remédier à leurs principaux impacts et dépendances ; et publier tout rendement et autres renseignements pertinents sur la nature.

Cette synthèse résume les principaux impacts et dépendances sur la nature. Ce qui est important, c'est qu'elle énonce également les actions de **transformation** prioritaires que les dirigeants des institutions financières doivent prendre dès maintenant pour s'assurer que le secteur joue son rôle dans l'alignement des flux financiers publics et privés sur les buts et objectifs en matière de biodiversité et dans l'arrêt et l'inversion de la perte de la nature d'ici 2030 – mission qui est au cœur du [cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal](#).

Portée de cette synthèse

Les services financiers (code [SICS : FN](#)) comprennent les propriétaires d'actifs, les activités de gestion et de garde d'actifs, les banques commerciales, le financement de la consommation, l'assurance, la banque d'investissement et le courtage, le financement hypothécaire, et les bourses de valeurs mobilières et de produits de base.

Impacts liés à la nature

Afin de protéger et d'améliorer les écosystèmes dont elles dépendent et de soutenir le changement vers une économie « nature positive », les institutions financières doivent évaluer et atténuer leurs propres impacts directs sur la nature, mais surtout les impacts négatifs qu'elles engendrent en investissant dans d'autres activités commerciales, c'est là que se situent leurs impacts les plus importants sur la nature. Les impacts spécifiques varient selon le type d'entreprise et le secteur, mais comprennent généralement :

- **Changement d'utilisation des terres et de la mer** : de nombreuses opérations commerciales qui s'étendent aux chaînes de valeur des secteurs entraînent l'amincissement, la fragmentation ou la destruction de végétaux, d'animaux, de sols, d'eau douce et/ou de nutriments en raison de changements d'utilisation de la mer ou de la terre, par exemple en raison de la déforestation, de la construction ou du transport.
- **Surexploitation des ressources naturelles** : une proportion importante des activités des entreprises d'un secteur à l'autre entraîne une surexploitation des ressources naturelles renouvelables, ce qui affecte leur capacité à régénérer ou à reconstituer les stocks. Par exemple, l'abattage excessif du bois peut perturber les habitats et les écosystèmes locaux, entraver la régénération naturelle des forêts et contribuer à la perte de biodiversité.

- **Pollution** : la plupart des activités économiques entraînent le rejet de substances dans l'environnement à des taux et dans des quantités nocives pour la nature et les êtres humains. Il s'agit notamment des polluants tels que le dioxyde de carbone issu de la combustion de combustibles fossiles, des produits chimiques toxiques provenant des procédés industriels et des nutriments excédentaires tels que l'azote et le phosphore provenant des ruissellements agricoles.
- **Changement climatique** : la combustion des combustibles fossiles, la déforestation, la dégradation des zones humides et des tourbières ou la production de déchets accélèrent la modification du climat de la Terre par le rejet de gaz à effet de serre. Cela entraîne un réchauffement et des phénomènes météorologiques extrêmes qui affectent tous les domaines de la nature et menacent un nombre d'espèces sans précédent.
- **Espèces exotiques envahissantes** : les opérations mondialisées entraînent souvent l'introduction d'espèces non indigènes qui modifient ou perturbent de façon significative les écosystèmes qu'elles colonisent, par exemple en introduisant accidentellement des « passagers clandestins » dans les produits, les matériaux naturels, le sol importé ou l'eau de ballast des navires.

Ces impacts peuvent exposer les sociétés en portefeuille à toute une série de risques, y compris ceux qui découlent de l'émergence de réglementations, d'actions en justice, de pertes de réputation entraînant une perte de parts de marché ou même de boycotts motivés par les consommateurs, entre autres.

Dépendances liées à la nature

La mesure dans laquelle le portefeuille d'une institution financière dépend de la nature est déterminée par la combinaison d'entreprises qu'elle financeⁱ. Toutefois, les services écosystémiques présentent un certain nombre de caractéristiques communes dont dépendront de nombreuses entreprises de portefeuille pour fonctionner et se développer, soit directement, soit par le biais de leurs chaînes d'approvisionnementⁱⁱ.

- **Approvisionnement** : le secteur dépend des ressources naturelles telles que les produits agricoles, les poissons capturés à l'état sauvage, les produits récoltés à l'état sauvage, l'eau douce, les combustibles fossiles, les matériaux ou les minéraux.
- **Régulation et entretien** : le secteur compte sur la nature pour atténuer les risques en réglementant les menaces potentielles telles que les inondations, l'érosion, la pollution, les nuisibles ou les chaleurs extrêmes. Il profite également de la capacité de la nature à encourager d'autres services, tels que la formation de sols ou la décomposition des déchets.

• **Social ou culturel** : le secteur bénéficie de services tels que la beauté ou le bien-être (par exemple pour le tourisme ou les services de santé).

Ces dépendances renforcent le besoin pour les services financiers d'investir dans la protection et la restauration de la nature. Le niveau de risque associé à ces dépendances dépendra de la mesure dans laquelle une entreprise particulière dépend des services écosystémiques en question et de la résilience de l'environnement qui fournit ces servicesⁱⁱⁱ.



ⁱ Par exemple, un récent rapport de la Banque mondiale a noté que « les banques des marchés émergents allouent environ la moitié de leurs portefeuilles de crédit à des entreprises [qui] dépendent fortement ou très fortement d'un ou de plusieurs services écosystémiques », soulignant ainsi la mesure dans laquelle ces banques sont fortement exposées à toute détérioration de ces services écosystémiques (Biodiversity and Finance: A Preliminary Assessment of Physical Risks for the Banking Sector in Emerging Markets, Calice et al, World Bank Policy Research Working Paper 10432, 2023).

ⁱⁱ Par exemple, un producteur de textiles sera fortement tributaire de la disponibilité d'eau potable, tandis qu'un producteur agricole sera fortement tributaire de la santé des sols. La résilience de l'environnement qui fournit le service est également une variable clé – par exemple, la fréquence à laquelle l'approvisionnement en eau de l'entreprise textile est interrompu par des glissements de terrain ou la mesure dans laquelle les terres utilisées par les fournisseurs du producteur alimentaire sont surexploitées.

Actions prioritaires et opportunités

Le secteur des services financiers a la double responsabilité de façonner un avenir « nature positive » – en limitant ses propres impacts négatifs sur la nature, ainsi que ceux des entreprises qu'il finance. En tant que chef de file du secteur, vous pouvez réduire les impacts négatifs que vous générez directement ou indirectement par le biais du financement, atténuer les risques liés à la nature et débloquer des opportunités commerciales en accordant la priorité à cinq actions clés de **transformation** :

Préparerⁱⁱⁱ

1. Renforcer la capacité interne d'agir sur la nature : investir dans les compétences de son équipe en matière de compréhension, d'évaluation et de gestion des risques liés à la nature, et développer leur compétence en matière d'utilisation du nombre croissant d'outils et de guides externes disponibles. Utiliser des projets pilotes pour tester les politiques et les systèmes internes nécessaires pour progresser vers un avenir « nature positive ». Dans un premier temps, mettre l'accent sur les « gains rapides » – c'est-à-dire les domaines où les risques et les opportunités liés à la nature sont les plus significatifs, et où le temps et les coûts nécessaires pour y faire face sont les plus faibles.

2. Élaborer des politiques, des stratégies et des plans de transition en matière de financement qui favorisent la nature : élaborer un plan de transition complet et compréhensif qui explique la façon dont vous contribuerez à un avenir « nature positive », en intégrant, dans la mesure du possible, les plans existants en matière de climat. Il s'agit notamment de mettre en place des stratégies ambitieuses qui s'attaquent à des facteurs spécifiques de perte de la nature, tels que la déforestation ou la pollution, y compris, le cas échéant, des politiques par secteur, par lieu ou par catégorie d'actifs. Envisager des politiques d'exclusion pour réduire les flux financiers qui ont un impact négatif sur la nature, tout en augmentant les investissements dans des modèles d'entreprises qui ont un impact positif sur la nature. Cela comprend des solutions fondées sur la nature, ainsi que la promotion de solutions financières innovantes telles que le financement mixte et les obligations indexées pour promouvoir la restauration de la nature. Parallèlement, mettre en place des mécanismes de surveillance et de gestion pour s'assurer que ces politiques sont respectées et attribuer des responsabilités claires au niveau de la direction et du conseil d'administration en ce qui concerne l'atteinte des objectifs.

Mettre en œuvre

3. Intégrer la nature dans les systèmes de gestion des risques : mettre en place des mécanismes permettant d'évaluer les répercussions et les dépendances liées à la nature des entreprises auxquelles votre établissement finance ou fournit des services. Établir des processus permettant d'examiner les nouvelles relations financières et d'évaluer régulièrement l'empreinte de nature de ces relations dans leur ensemble. Intégrer cette information dans les processus de gestion des risques et les systèmes de rapports de gestion existants, afin d'élaborer une approche intégrée de la nature et du changement climatique. Soutenir les entreprises d'investissement et les emprunteurs dans la publication de leurs informations relatives à la nature, conformément au Groupe de travail sur les informations financières liées à la nature (TNFD), afin qu'elles puissent être utilisées pour la planification stratégique, la gestion des risques et les décisions d'allocation des actifs.

4. Mettre au point de solides systèmes de rapports liés à la nature : utiliser des cadres tels que celui mis au point par le TNFD pour concevoir et développer des systèmes de rapports qui couvrent tous les impacts, les dépendances, les risques et les opportunités afin de répondre aux exigences internes et externes actuelles et prévues (réglementaires et liées aux clients), en s'appuyant sur les systèmes existants liés au climat lorsque cela est possible.

Soutenir

5. S'engager auprès d'entreprises à fort impact naturel et à fort risque naturel : s'engager auprès d'entreprises de vos portefeuilles d'investissement et de prêt (ou lorsque d'autres services financiers sont fournis), en commençant par celles qui sont considérées comme ayant un impact naturel et des risques élevés. Il faut s'attendre à ce qu'elles élaborent des objectifs et des stratégies pour faire face à leurs risques liés à la nature, réduire et inverser leurs impacts sur la biodiversité tout au long de leurs chaînes de valeur, et accroître les activités qui ont un impact positif sur la nature. Étalonner et atténuer les risques propres à l'entreprise et explorer les possibilités d'investissement potentielles liées à la nature. Dans la mesure du possible, utiliser son influence par le vote et les résolutions des actionnaires pour inciter à l'action.

Il est important de noter que les efforts visant à mettre en œuvre ces actions prioritaires et à transformer le secteur doivent aller de pair avec une transition juste et équitable, y compris un dialogue constructif avec les parties prenantes concernées telles que les employés, les collectivités locales, les peuples autochtones et les communautés marginalisées.

Adopter des actions prioritaires permet aux entreprises de contribuer à la réalisation d'objectifs sociétaux et environnementaux, y compris ceux du Cadre mondial de la biodiversité et les objectifs de développement durable (ODD). [Consultez la cartographie des ODD du Cadre mondial de la biodiversité pour voir comment les actions prioritaires peuvent contribuer à la réalisation de ces objectifs.](#)

ⁱⁱⁱ Les trois principaux domaines de recommandation « Préparer », « Mettre en œuvre » et « Soutenir » sont fondés sur la feuille de route suivante : [Aligning financial flows with the Kunming-Montréal Global Biodiversity Framework - high-level roadmap](#) (UNEP FI, Secretariat of the CBD, UNDP, World Bank, FfBF et Finance Montréal, 2023)

Les ressources

Les **guides et outils sectoriels** suivants sont actuellement à la disposition des entreprises du secteur des services financiers :

- [Aligning financial flows with the Kunming-Montréal Global Biodiversity Framework - high-level roadmap](#) (UNEP FI, Secretariat of the CBD, UNDP, World Bank, FfBF et Finance Montréal, 2023)
- [Stepping up on Biodiversity](#) (UNEP FI, PRI, and FfB, 2023)
- [Investing in a biodiversity-integrated manner](#) (WEF, 2022)
- [Integrating Nature: The case for action on nature-related financial risks](#) (CISL, 2022)
- [Roadmap: Identification and integration of nature-related risks and impacts in underwriting and insurance brokerage](#) (CISL, 2023)
- [Capitals Coalition: Finance sector supplement](#) (Capitals Coalition, 2016)
- [Banking on Nature](#) (UNEP FI and PRB, 2023)
- [Biodiversity finance reference guide](#) (IFC, 2022)
- [Sustainable Blue Economy Finance Principles](#) (UNEP FI)
- [Guide on engagement with companies](#) (FfBF, 2022)
- [Nature Risk Profile](#) (UNEP, 2023)
- [Indebted to nature. Exploring biodiversity risks for the Dutch financial sector](#) (DNB, 2020)
- [Towards a Robust Measurement of Business Dependencies on Nature](#) (UNEP-WCMC, 2023)
- [Nature in Transition Plans: Why and How?](#) (WWF-UK, 2023)

Outils d'évaluation des impacts, des dépendances, des risques et des opportunités liés à la nature

Les institutions financières disposent d'une liste croissante d'outils qui leur permettent d'évaluer les impacts, les dépendances, les risques et les opportunités liés à la nature associés à un portefeuille particulier, y compris les ressources suivantes :

- [Assessing portfolio impacts: Tools to measure biodiversity and SDG footprints of financial portfolios](#) (WWF, 2021)
- [Guide On Biodiversity Measurement Approaches \(2nd Edition\)](#) (Finance for Biodiversity Foundation, 2022)
- [Outil ENCORE : Natural Capital and Biodiversity Modules](#) (Global Canopy, UNEP FI et UNEP-WCMC)
- [TNFD searchable tools database](#)

Les modèles économiques pour protéger et investir dans la nature

- [Financing Nature: Closing the Global Biodiversity Financing Gap](#) (Paulson Institute, TNC, Cornell Atkinson Center for Sustainability, 2020)
- [The Economics of Biodiversity: The Dasgupta Review](#) (HM Treasury, 2021)
- [Global assessment report on biodiversity and ecosystem services of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services](#) (IPBES, 2019)

Organisations et coalitions

Les organisations et les coalitions suivantes fournissent également des informations utiles pour le secteur :

- [Nature Action 100](#)
- [Finance for Biodiversity](#)
- [Forum du TNFD](#)

Pour plus de **ressources agnostiques sectorielles**, veuillez-vous référer au document [L'engagement des entreprises sur la nature](#) de Business for Nature.



Contributions et crédits

Écrit par (dans l'ordre alphabétique) :

John Willis, Director of Research, Planet Tracker

Peter Elwin, Director of Fixed Income and Head of Food and Land Use, Planet Tracker

Remerciements :

Merci également aux nombreux experts universitaires, industriels, les experts des ONG et gouvernementaux principaux qui ont fourni des points de vue précieux, énumérés par ordre alphabétique : Accounting for Sustainability, Business for Nature, Cambridge Institute for Sustainability Leadership, Capitals Coalition, CDP, Climate Catalyst, EOS à Federated Hermes, Finance for Biodiversity Foundation, Forum for the Future, Global Canopy, Legal & General Investment Management, Little Blue Research, Sustainable Finance Geneva, The Nature Conservancy, l'Initiative de financement du Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Centre mondial de surveillance de la conservation du Programme des Nations Unies pour l'environnement, et la World Benchmarking Alliance.

Nous remercions aussi Sylvie Gillet de l'association Orée qui nous a aidés à traduire cette synthèse.

Références

¹ [The Future of Nature and Business](#)
(World Economic Forum, 2020)

² [Definitions of Nature](#)
(Taskforce on Nature-related Financial Disclosures, 2023)

